



Tableau de bord du marché de l'emploi

Période de référence : 31 décembre 2013 – 31 décembre 2014

n°3 – juin 2015

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat

Flux et création nette d'emplois salariés



Au 31 décembre 2014, il y avait 375 888 salariés au Luxembourg contre 366 656 fin décembre 2013¹. Entre ces deux dates, il y a eu 121 849 recrutements et 112 617 fins de contrat (dont 5 353 départs à la retraite²). Le solde net entre ces recrutements et ces fins de contrat (appelé création nette d'emplois salariés) est de 9 232 salariés. L'emploi salarié a donc augmenté de 9 232 unités sur la période étudiée, soit une progression de 2,5%.

Le poids de l'emploi intérimaire dans les flux de main-d'œuvre salariée

	Recrutements (1)	Fins de contrat (2)	Création nette d'emplois salariés (3) = (1) - (2)
Salariés hors intérimaires	98 331	89 223	9 108
Salariés intérimaires	23 518	23 394	124
Total	121 849	112 617	9 232

Le travail intérimaire représente environ 1/5^{ème} des mouvements observés sur le marché. Sur l'ensemble des recrutements réalisés, 19% concernent des emplois salariés intérimaires tandis que 81% concernent des emplois salariés non intérimaires. Pour les fins de contrat, 21% correspondent à des emplois salariés intérimaires et 79% à des emplois salariés non intérimaires. Notons que parmi l'ensemble des salariés travaillant au Luxembourg, 2% occupent un emploi salarié intérimaire.

¹ Le nombre de salariés indiqué ici ne correspond pas exactement au chiffre officiel de l'emploi salarié publié par le Ministère de la sécurité sociale (http://www.mss.public.lu/publications/tableau_emploi/tdb_decembre13/emploi_decembre13.pdf). La différence s'explique par un changement mineur de méthodologie qui exclut désormais, des chiffres de l'emploi, certains individus considérés jusqu'en novembre 2013 comme des salariés. Bien que ce changement ne soit intervenu qu'en novembre 2013, nous l'avons appliqué rétroactivement de manière à éviter une rupture de série.

² Ce nombre de départs à la retraite ne comprend pas les retraites du régime statutaire (fonctionnaires et employés d'état) car les données ne sont pas encore disponibles pour 2014. En se basant sur les données de 2013, on peut estimer à quelque 500 les départs à la retraite du régime statutaire.

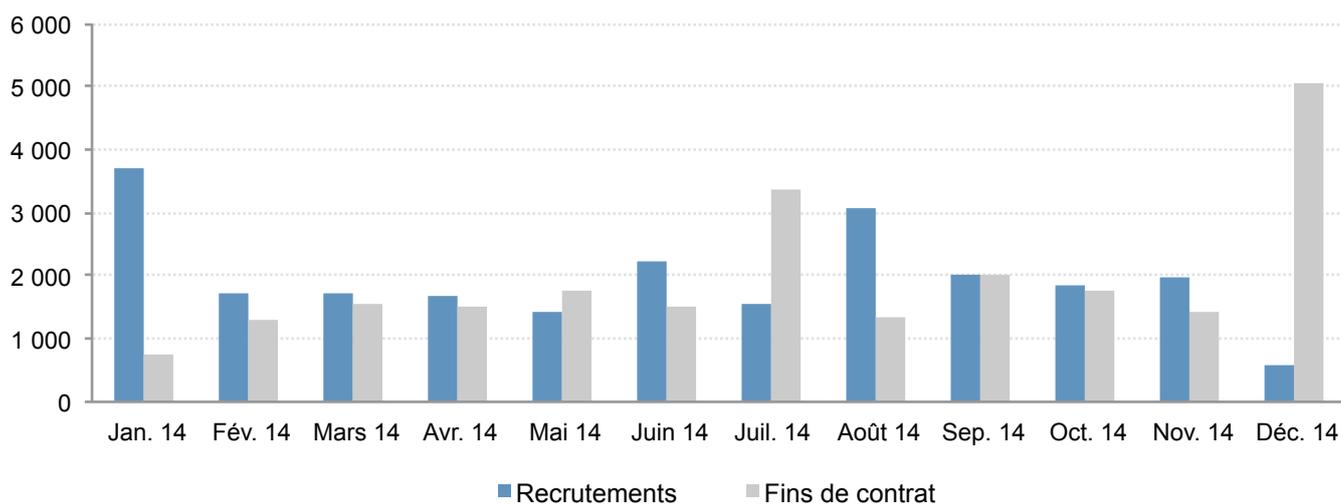
2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée³

Salariés non intérimaires



Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés non intérimaires oscille entre 5 900 et 12 500 ; celui des fins de contrat, entre 6 000 et 9 400.

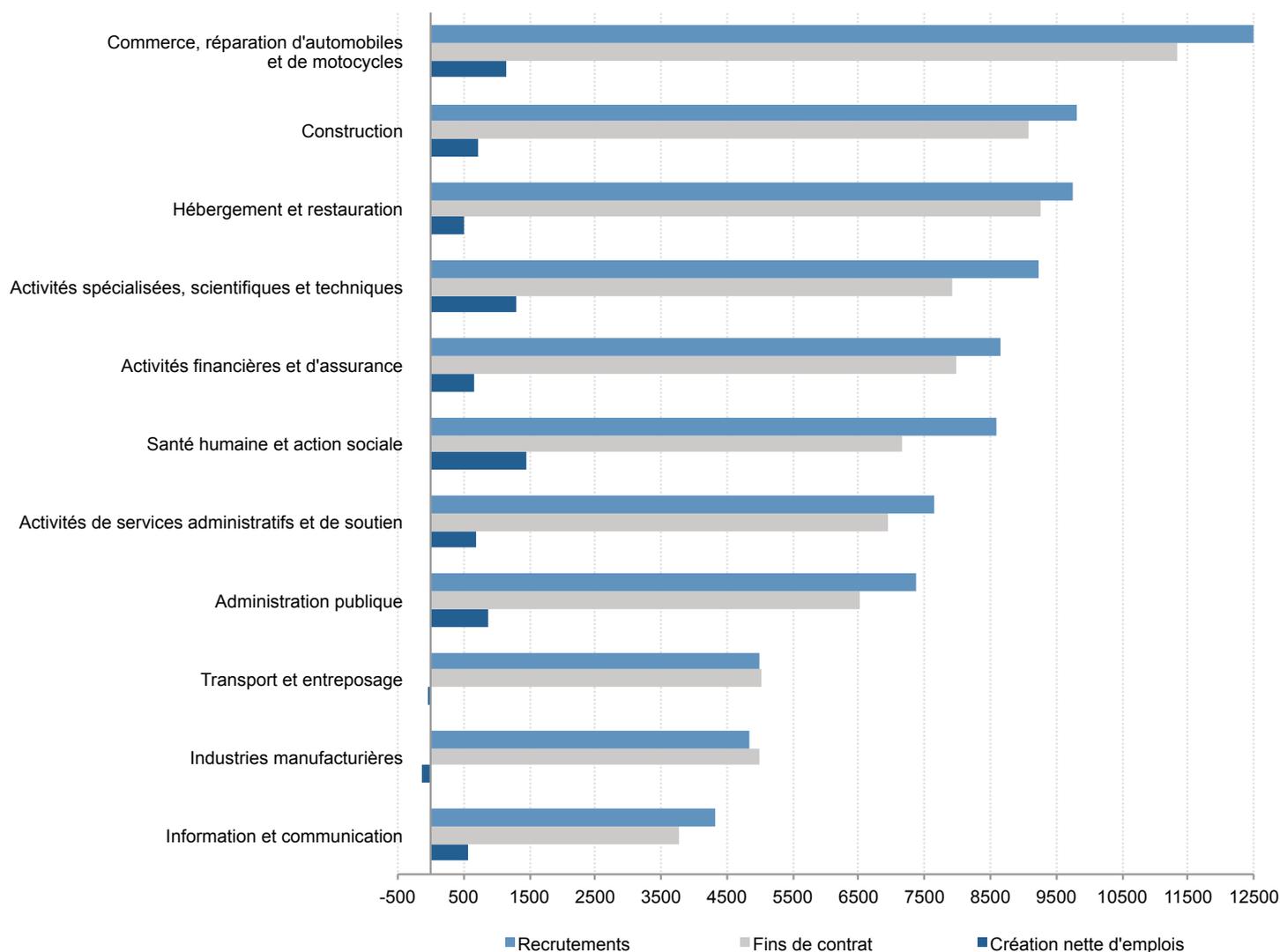
Salariés intérimaires



Pour les salariés intérimaires, le nombre de recrutements varie selon les mois de 600 à 3 700 ; celui des fins de contrat entre 800 et 5 100.

³ Les chiffres correspondant aux deux graphiques suivants sont présentés dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe.

3. Les flux de main-d'œuvre salariée par secteur d'activité (salariés non intérimaires)⁴

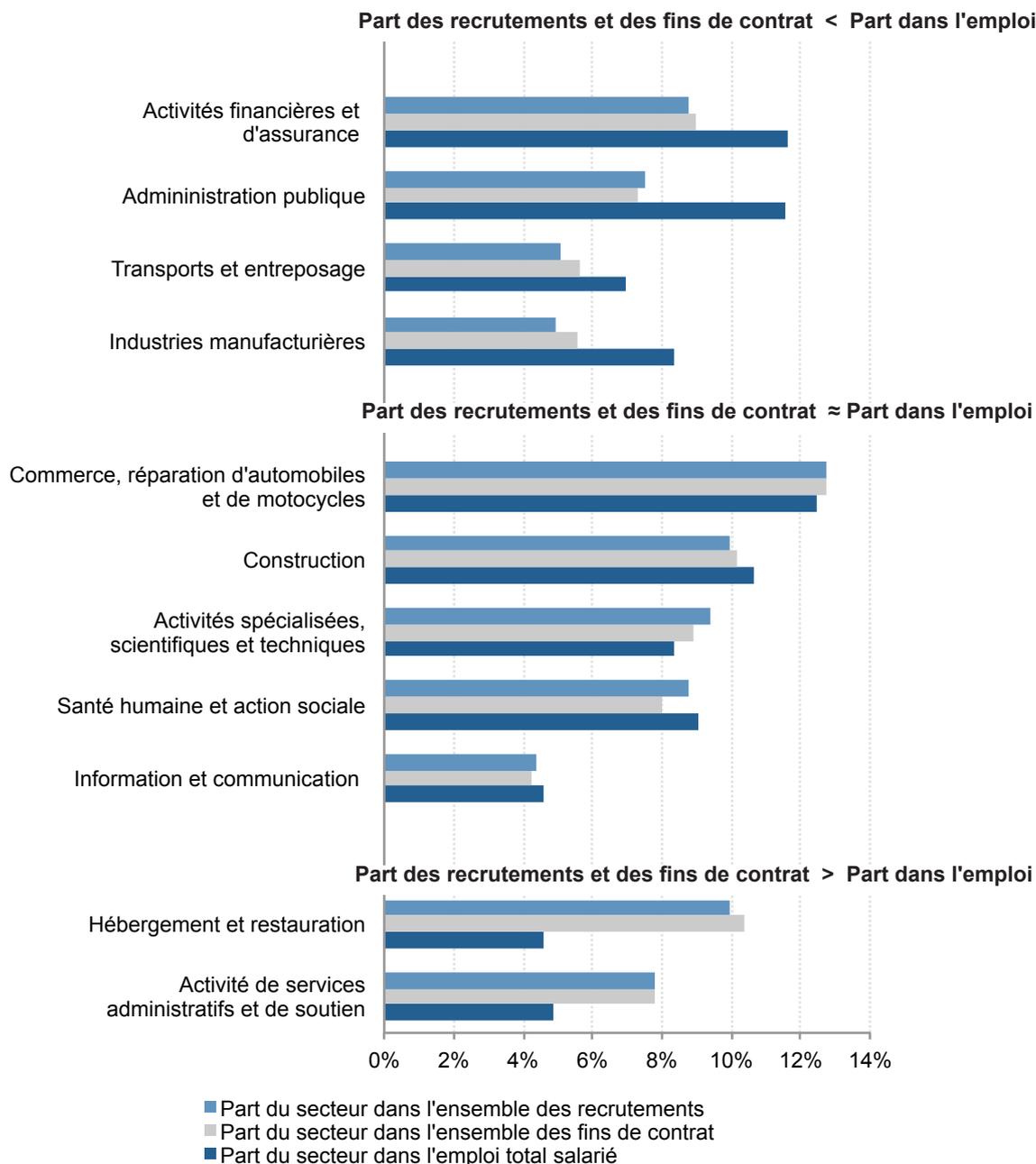


Guide de lecture : Pour le secteur du commerce, le nombre de recrutements dépasse le nombre de fins de contrats. On y observe donc une création nette d'emplois. Ceci n'est pas vrai pour tous les secteurs. On observe, par exemple, une destruction nette dans les industries manufacturières (-134) : les recrutements sont moins élevés que les fins de contrats.

Avec respectivement 12 500, 9 800 et 9 800 recrutements, les secteurs du commerce, de la construction ainsi que celui de l'hébergement et de la restauration sont ceux qui ont le plus recruté entre décembre 2013 et décembre 2014. Ce sont dans ces mêmes secteurs que l'on observe le plus grand nombre de fins de contrat.

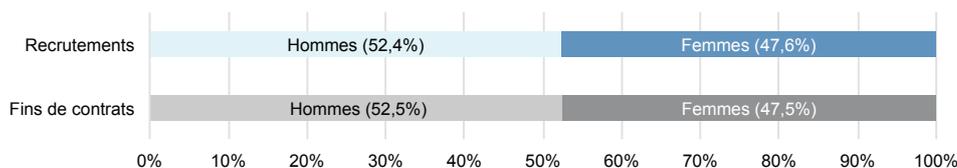
⁴ Les secteurs mentionnés ici sont ceux qui représentent plus de 4% de l'emploi salarié. Les chiffres relatifs à tous les secteurs se trouvent dans le tableau 3 de l'annexe.

4. Les flux de main-d'œuvre salariée selon le poids du secteur d'activité dans l'emploi (salariés non intérimaires)

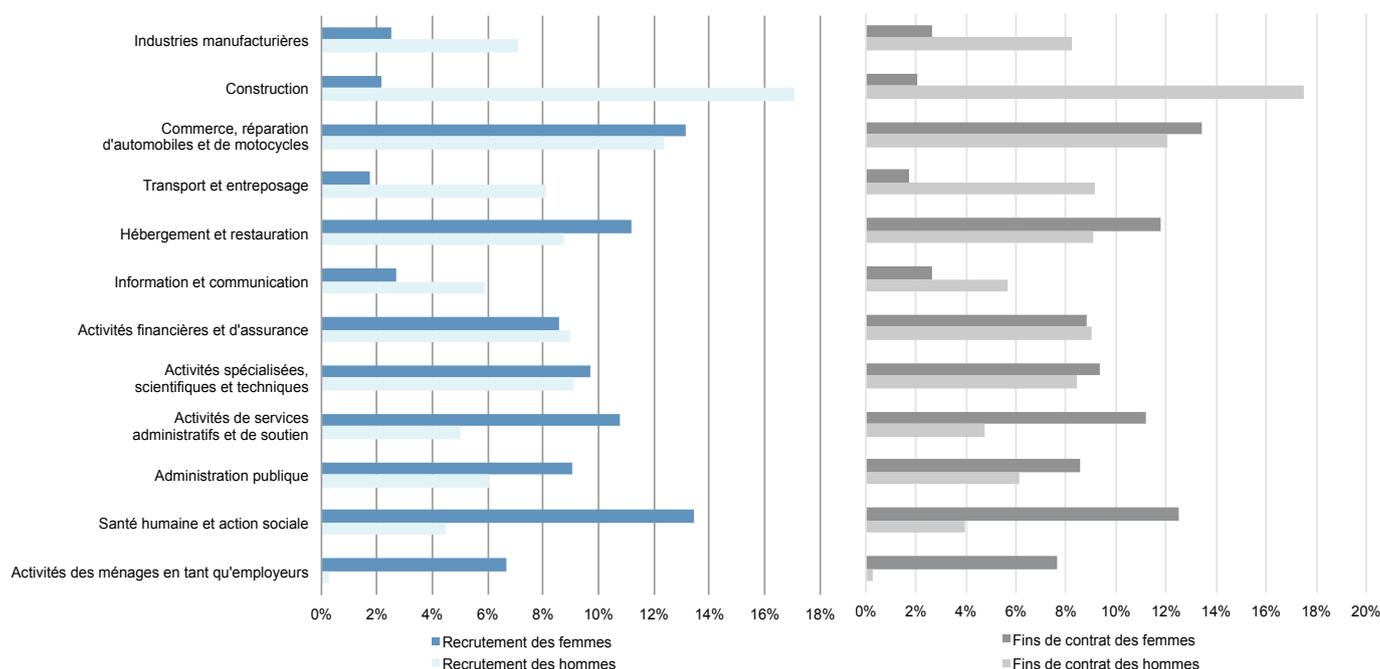


Guide de lecture : La part que représente chaque secteur dans les flux de main-d'œuvre ne correspond pas toujours à la part qu'il représente dans l'emploi. Par exemple, alors que le secteur de l'hébergement et restauration (HORECA) ne représente que 4,6% de l'emploi salarié (hors intérimaires), il réalise 9,9% des recrutements hors intérimaires observés entre décembre 2013 et décembre 2014, ce qui témoigne de mouvements de main-d'œuvre importants relativement à la taille du secteur. A contrario, d'autres secteurs (la finance, l'administration publique, le transport et les industries manufacturières) représentent une part dans les recrutements plus faible que celle qu'ils représentent dans l'emploi total. La finance, par exemple, qui occupe 11,6% des salariés (hors intérimaires), ne représente que 8,8% des recrutements, ce qui signifie qu'il existe proportionnellement moins de mouvements dans ce secteur que dans l'HORECA. Notons que ces mouvements résultent à la fois de la rotation de la main-d'œuvre sur les postes existants mais également du jeu simultané de la destruction et de la création d'emplois. Les autres principaux secteurs (comme le commerce, la santé humaine et l'action sociale, l'information et la communication) occupent en revanche une part de salariés équivalente à celle qu'ils représentent dans les recrutements.

5. Les flux de main-d'œuvre salariée selon le genre (salariés non intérimaires)⁵



Parmi les 98 331 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre décembre 2013 et décembre 2014, 46 823 ont concerné des femmes (47,6%) tandis que 51 508 ont concerné des hommes (52,4%). Ainsi, tous secteurs confondus, près d'un recrutement sur deux est attribué à une femme. Parmi les 89 223 fins de contrat observées au cours de la même période, 42 407 ont concerné des femmes (47,5%) tandis que 46 816 ont concerné des hommes (52,5%). A l'instar des recrutements, près d'une fin de contrat sur deux concerne une femme.



Guide de lecture : Le secteur qui recrute le plus de femmes est celui de la santé et de l'action sociale : il représente 13,4% des recrutements féminins (hors intérimaires). En revanche, il ne représente que 4,5% des recrutements masculins. D'autres secteurs ont également un poids différent dans les recrutements des femmes et des hommes : le secteur des activités de services administratifs et de soutien (incluant les entreprises de nettoyage) qui représente 10,8% des recrutements féminins contre 4,5% des recrutements masculins et le secteur de l'HORECA qui représente 11,2% des recrutements féminins contre 8,8% des recrutements masculins. Pour d'autres secteurs, la contribution aux recrutements féminins et masculins est identique. C'est le cas du secteur financier qui représente environ 9% des recrutements féminins et masculins.

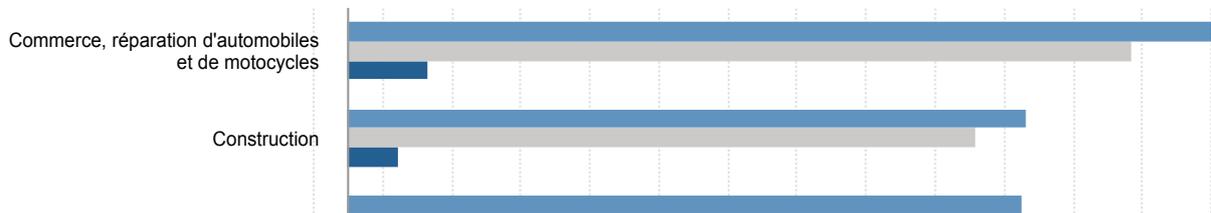
Notons, pour les femmes, le nombre important de recrutements (3 113) liés à des emplois de femmes de ménage dans les ménages privés.

Comme le montrent les chiffres du tableau 4 en annexe, le poids de certains secteurs dans les recrutements des femmes ou des hommes n'est pas toujours identique à leur poids dans l'emploi salarié féminin ou masculin. Par exemple, alors que l'HORECA représente 11,2% des recrutements féminins, il ne représente que 5,9% de l'emploi salarié des femmes hors intérimaires. Cette différence s'explique notamment par la rotation importante qui existe dans ce secteur.

Globalement, la part que représente chaque secteur dans l'ensemble des fins de contrat des femmes et des hommes est très proche de la part qu'il représente dans les recrutements.

⁵ Les chiffres correspondant aux graphiques suivants sont présentés dans le tableau 4 de l'annexe.

6. Les flux de main-d'œuvre salariée selon la nationalité et la résidence (salariés non intérimaires)⁶



Guide de lecture : Parmi les 98 331 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre décembre 2013 et décembre 2014, 19 836 ont concerné des résidents de nationalité luxembourgeoise (20,2%), 39 731 des résidents de nationalité étrangère (40,4%) et 34 654 des frontaliers (39,4%). Parmi les 89 223 fins de contrat observées au cours de la même période, 19 554 ont concerné des résidents de nationalité luxembourgeoise (21,9%), 35 015 des résidents de nationalité étrangère (39,2%) et 38 764 des frontaliers (38,8%).

En calculant la différence entre recrutements et fins de contrat (création nette d'emplois), on observe que la situation est différente pour les résidents de nationalité luxembourgeoise par rapport aux résidents étrangers et aux frontaliers. En effet, alors que pour les deux derniers groupes, la création nette d'emplois s'élève respectivement à 4 716 et 4 110, elle n'est que de 282 pour les résidents luxembourgeois⁷.

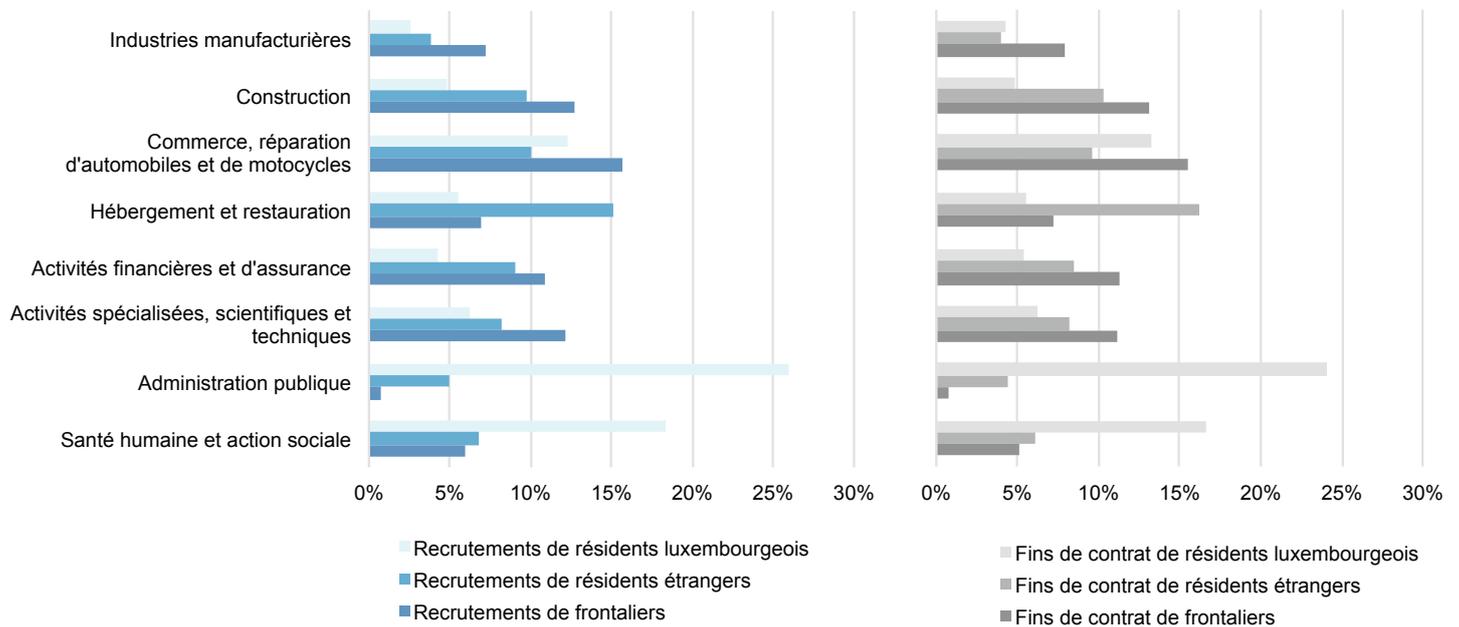
La création nette d'emplois plus faible pour les résidents de nationalité luxembourgeoise s'explique en partie par des départs à la retraite plus nombreux chez ces derniers. En effet, les résidents luxembourgeois enregistrent quelque 800 départs à la retraite supplémentaires par rapport aux frontaliers et quelque 1 200 départs à la retraite supplémentaires par rapport aux résidents de nationalité étrangère⁸ (ces différences s'expliquent notamment par le fait que les frontaliers et les résidents étrangers sont en moyenne plus jeunes que les résidents luxembourgeois).

⁶ Les chiffres correspondant aux graphiques suivants sont présentés dans le tableau 5 de l'annexe.

⁷ Dans son rapport général 2014, l'IGSS présente des chiffres sur la création nette d'emplois salariés par résidence et par nationalité (p. 51). Ces chiffres sont établis, non pas à partir des recrutements et des fins de contrat, comme c'est le cas dans ce tableau de bord, mais en comparant les stocks d'emplois salariés à deux dates différentes, en l'occurrence mars 2013 et mars 2014. Sur cette période d'une année, on met ainsi en évidence une augmentation du nombre de salariés résidents de nationalité luxembourgeoise de 1 405 unités alors que le chiffre présenté dans ce tableau de bord est beaucoup plus faible (282 salariés supplémentaires résidents de nationalité luxembourgeoise sur une année). Cette forte différence s'explique par le phénomène des naturalisations : en effet, parmi les résidents de nationalité étrangère travaillant au Luxembourg en mars 2013 et en mars 2014, 1 440 sont devenus luxembourgeois en mars 2014.

⁸ Ces chiffres tiennent compte du nombre de départs vers le régime de retraite statutaire (fonctionnaires et employés d'état). Ce nombre, de l'ordre de 500, est estimé à partir des chiffres pour 2013, puisque les chiffres pour la période décembre 2013-décembre 2014 ne sont pas disponibles au moment de publier ce tableau de bord.

6. Les flux de main-d'œuvre salariée selon la nationalité et la résidence (salariés non intérimaires) - (suite)

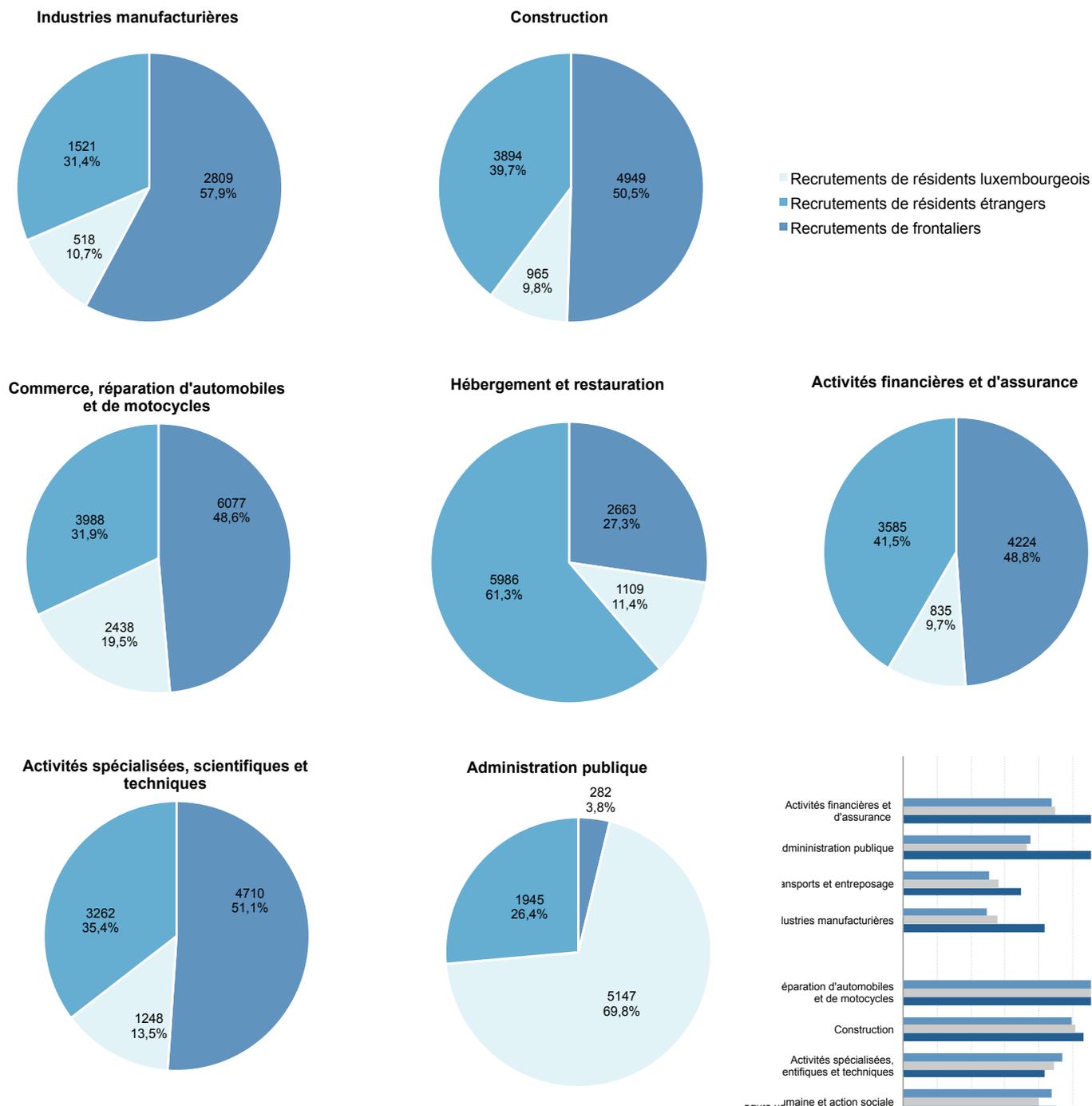


Guide de lecture : Les secteurs qui recrutent le plus de résidents luxembourgeois sont l'administration publique (qui représente 26% des recrutements de résidents luxembourgeois) et la santé et l'action sociale (18,4%). A eux deux, ces secteurs représentent ainsi près de 45% des recrutements de résidents luxembourgeois.

Les secteurs qui recrutent le plus de frontaliers sont différents. Il s'agit du commerce (15,7%), de la construction (12,8%), des activités spécialisées, scientifiques et techniques (12,2%) et de la finance (10,9%).

Les secteurs qui recrutent le plus de résidents étrangers sont l'hébergement et la restauration (15,1%), le commerce (10%) et la construction (9%). Globalement, la part que représente chaque secteur dans l'ensemble des fins de contrat des frontaliers et des résidents luxembourgeois et étrangers est très proche de celle qu'il représente dans les recrutements.

6. Les flux de main-d'œuvre salariée selon la nationalité et la résidence (salariés non intérimaires) - (suite)



Guide de lecture : Les graphiques ci-dessus représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Par exemple, les recrutements effectués par les industries manufacturières entre décembre 2013 et décembre 2014 se structurent de la façon suivante : 57,9% des recrutements concernent des frontaliers, 10,7% des résidents luxembourgeois et 31,4% des résidents étrangers. Ces graphiques illustrent le fait que les trois groupes de main-d'œuvre se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité. Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de frontaliers (c'est le cas des industries manufacturières, de la construction, du commerce, de la finance et des activités spécialisées, scientifiques et techniques). Dans d'autres secteurs, on observe soit une forte concentration de résidents étrangers (ces derniers sont concernés par exemple par 61,3% des recrutements réalisés dans l'hébergement et la restauration), soit une forte concentration de résidents luxembourgeois (comme dans l'administration publique ou le secteur de la santé et l'action sociale où ils représentent respectivement 69,8% et 42,4% des recrutements).

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires, par mois

	Jan. 14	Fév. 14	Mars 14	Avr. 14	Mai 14	Juin 14	Juil. 14	août-14	Sep. 14	Oct. 14	Nov. 14	Déc. 14	Total
Non intérimaires	9 409	7 284	7 901	8 636	7 653	7 430	7 632	6 778	12 558	9 361	7 773	5 916	98 331
Intérimaires	3 688	1 716	1 704	1 689	1 432	2 247	1 549	3 090	2 026	1 831	1 962	584	23 518
Total	13 097	9 000	9 605	10 325	9 085	9 677	9 181	9 868	14 584	11 192	9 735	6 500	121 849

Tableau 2 - Nombre de fins de contrats salariés intérimaires et non intérimaires, par mois

	Jan. 14	Fév. 14	Mars 14	Avr. 14	Mai 14	Juin 14	Juil. 14	août-14	Sep. 14	Oct. 14	Nov. 14	Déc. 14	Total
Non intérimaires	9 075	5 991	6 301	7 248	6 522	6 578	8 507	7 326	9 429	7 491	6 964	7 791	89 223
Intérimaires	757	1 293	1 570	1 503	1 750	1 523	3 376	1 360	2 030	1 753	1 409	5 070	23 394
Total	9 832	7 284	7 871	8 751	8 272	8 101	11 883	8 686	11 459	9 244	8 373	12 861	112 617

Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité (déc. 2013 – déc. 2014)

Secteurs d'activité (selon la nomenclature NACE Rev. 2)	(1) Nombre recrutements	(2) Nombre fins de contrat	(3) Part dans l'ensemble des recrutements	(4) Part dans l'ensemble des fins de contrat	(5) = (1)-(2) Création nette d'emplois salariés (CNE)	(6) Contribution du secteur à la CNE	(7) Nombre salariés en 12/2014	(8) Part du secteur dans l'emploi total	(9) = (1)/(7) Nombre recrutements / nombre salariés
Agriculture, sylviculture et pêche	513	474	0,5%	0,5%	39	0,4%	1242	0,3%	41,3%
Industries extractives	20	32	0,0%	0,0%	-12	-0,1%	246	0,1%	8,1%
Industries manufacturières	4848	4982	4,9%	5,6%	-134	-1,5%	31136	8,3%	15,6%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	152	113	0,2%	0,1%	39	0,4%	1360	0,4%	11,2%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	213	181	0,2%	0,2%	32	0,4%	1544	0,4%	13,8%
Construction	9808	9090	10,0%	10,2%	718	7,9%	39616	10,6%	24,8%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	12503	11347	12,7%	12,7%	1156	12,7%	46480	12,5%	26,9%
Transport et entreposage	4996	5037	5,1%	5,6%	-41	-0,5%	25850	6,9%	19,3%
Hébergement et restauration	9758	9249	9,9%	10,4%	509	5,6%	17181	4,6%	56,8%
Information et communication	4325	3767	4,4%	4,2%	558	6,1%	17097	4,6%	25,3%
Activités financières et d'assurance	8644	7979	8,8%	8,9%	665	7,3%	43369	11,6%	19,9%
Activités immobilières	1033	862	1,1%	1,0%	171	1,9%	2513	0,7%	41,1%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	9220	7934	9,4%	8,9%	1286	14,1%	31104	8,3%	29,6%
Activités de services administratifs et de soutien	7631	6944	7,8%	7,8%	687	7,5%	18227	4,9%	41,9%
Administration publique	7374	6504	7,5%	7,3%	870	9,6%	43037	11,5%	17,1%
Enseignement	1177	997	1,2%	1,1%	180	2,0%	3932	1,1%	29,9%
Santé humaine et action sociale	8604	7162	8,8%	8,0%	1442	15,8%	33831	9,1%	25,4%
Arts, spectacles et activités récréatives	802	727	0,8%	0,8%	75	0,8%	1991	0,5%	40,3%
Autres activités de services	1750	1708	1,8%	1,9%	42	0,5%	5737	1,5%	30,5%
Activités des ménages en tant qu'employeurs, activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	3245	3389	3,3%	3,8%	-144	-1,6%	5811	1,6%	55,8%
Activités extra-territoriales	336	325	0,3%	0,4%	11	0,1%	875	0,2%	38,4%
Non-déterminés	1379	420	1,4%	0,5%	959	10,5%	718	0,2%	192,1%
Total	98331	89223	100%	100%	9108	100%	372897	100%	26,4%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (déc. 2013 – déc. 2014)

Secteurs d'activité (selon la nomenclature NACE Rev. 2)	Nombre de femmes dans les recrutements	Nombre de femmes dans les fins de contrat	Structure des recrutements de femmes selon le secteur d'activité	Structure des fins de contrat de femmes selon le secteur d'activité	Nombre d'hommes dans les recrutements	Nombre d'hommes dans les fins de contrat	Structure des recrutements d'hommes selon le secteur d'activité	Structure des fins de contrat d'hommes selon le secteur d'activité
Agriculture, sylviculture et pêche	109	107	0,2%	0,3%	404	367	0,8%	0,8%
Industries extractives	1	3	0,0%	0,0%	19	29	0,0%	0,1%
Industries manufacturières	1186	1131	2,5%	2,7%	3662	3851	7,1%	8,2%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	36	29	0,1%	0,1%	116	84	0,2%	0,2%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	49	44	0,1%	0,1%	164	137	0,3%	0,3%
Construction	1022	883	2,2%	2,1%	8786	8207	17,1%	17,5%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	6143	5696	13,1%	13,4%	6360	5651	12,3%	12,1%
Transport et entreposage	817	742	1,7%	1,7%	4179	4295	8,1%	9,2%
Hébergement et restauration	5249	5008	11,2%	11,8%	4509	4241	8,8%	9,1%
Information et communication	1272	1114	2,7%	2,6%	3053	2653	5,9%	5,7%
Activités financières et d'assurance	4022	3748	8,6%	8,8%	4622	4231	9,0%	9,0%
Activités immobilières	524	435	1,1%	1,0%	509	427	1,0%	0,9%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	4544	3976	9,7%	9,4%	4676	3958	9,1%	8,5%
Activités de services administratifs et de soutien	5045	4734	10,8%	11,2%	2586	2210	5,0%	4,7%
Administration publique	4227	3635	9,0%	8,6%	3147	2869	6,1%	6,1%
Enseignement	691	606	1,5%	1,4%	486	391	0,9%	0,8%
Santé humaine et action sociale	6292	5315	13,4%	12,5%	2312	1847	4,5%	3,9%
Arts, spectacles et activités récréatives	365	347	0,8%	0,8%	437	380	0,8%	0,8%
Autres activités de services	1339	1299	2,9%	3,1%	411	409	0,8%	0,9%
Activités des ménages en tant qu'employeurs, activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	3113	3242	6,6%	7,6%	132	147	0,3%	0,3%
Activités extra-territoriales	210	183	0,4%	0,4%	126	142	0,2%	0,3%
Non-déterminés	567	130	1,2%	0,3%	812	290	1,6%	0,6%
Total	46823	42407	100%	100%	51508	46816	100%	100%

Tableau 4 - (suite)

Secteurs d'activité (selon la nomenclature NACE Rev. 2)	Nombre de femmes dans l'emploi salarié (hors intérimaires) en décembre 2014	Structure de l'emploi salarié féminin (hors intérimaires) en décembre 2014	Nombre d'hommes dans l'emploi salarié (hors intérimaires) en décembre 2014	Structure de l'emploi salarié masculin (hors intérimaires) en décembre 2014
Agriculture, sylviculture et pêche	253	0,2%	989	0,4%
Industries extractives	28	0,0%	218	0,1%
Industries manufacturières	5430	3,6%	25706	11,6%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	193	0,1%	1167	0,5%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	226	0,1%	1318	0,6%
Construction	3429	2,3%	36187	16,4%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	20549	13,5%	25931	11,7%
Transport et entreposage	3429	2,3%	22421	10,2%
Hébergement et restauration	8944	5,9%	8237	3,7%
Information et communication	4386	2,9%	12711	5,8%
Activités financières et d'assurance	19487	12,8%	23882	10,8%
Activités immobilières	1188	0,8%	1325	0,6%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	13541	8,9%	17563	8,0%
Activités de services administratifs et de soutien	10564	6,9%	7663	3,5%
Administration publique	20933	13,8%	22104	10,0%
Enseignement	2156	1,4%	1776	0,8%
Santé humaine et action sociale	25899	17,0%	7932	3,6%
Arts, spectacles et activités récréatives	838	0,6%	1153	0,5%
Autres activités de services	4215	2,8%	1522	0,7%
Activités des ménages en tant qu'employeurs, activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	5604	3,7%	207	0,1%
Activités extra-territoriales	489	0,3%	386	0,2%
Non-déterminés	279	0,2%	439	0,2%
Total	152060	100%	220837	100%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence (déc. 2013 – déc. 2014)

Secteurs d'activité (selon la nomenclature NACE Rev. 2)	Recrutements de frontaliers	Recrutements de résidents luxembourgeois	Recrutement de résidents étrangers	Fins de contrat de frontaliers	Fins de contrat de résidents luxembourgeois	Fins de contrat de résidents étrangers	Structure des recrutements de frontaliers selon le secteur d'activité	Structure des recrutements de résidents luxembourgeois selon le secteur d'activité	Structure des recrutements de résidents étrangers selon le secteur d'activité	Structure des fins de contrat de frontaliers selon le secteur d'activité	Structure des fins de contrat de résidents luxembourgeois selon le secteur d'activité	Structure des fins de contrat de résidents étrangers selon le secteur d'activité
Agriculture, sylviculture et pêche	102	125	286	84	99	291	0,3%	0,6%	0,7%	0,2%	0,5%	0,8%
Industries extractives	7	6	7	12	12	8	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%
Industries manufacturières	2809	518	1521	2753	843	1386	7,2%	2,6%	3,8%	7,9%	4,3%	4,0%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	43	76	33	28	67	18	0,1%	0,4%	0,1%	0,1%	0,3%	0,1%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	109	66	38	108	49	24	0,3%	0,3%	0,1%	0,3%	0,3%	0,1%
Construction	4949	965	3894	4530	955	3605	12,8%	4,9%	9,8%	13,1%	4,9%	10,3%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	6077	2438	3988	5377	2603	3367	15,7%	12,3%	10,0%	15,5%	13,3%	9,6%
Transport et entreposage	2518	781	1697	2670	806	1561	6,5%	3,9%	4,3%	7,7%	4,1%	4,5%
Hébergement et restauration	2663	1109	5986	2497	1080	5672	6,9%	5,6%	15,1%	7,2%	5,5%	16,2%
Information et communication	2458	535	1332	2062	542	1163	6,3%	2,7%	3,4%	6,0%	2,8%	3,3%
Activités financières et d'assurance	4224	835	3585	3937	1049	2993	10,9%	4,2%	9,0%	11,4%	5,4%	8,5%
Activités immobilières	352	258	423	242	254	366	0,9%	1,3%	1,1%	0,7%	1,3%	1,0%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	4710	1248	3262	3849	1218	2867	12,2%	6,3%	8,2%	11,1%	6,2%	8,2%
Activités de services administratifs et de soutien	3223	656	3752	2942	654	3348	8,3%	3,3%	9,4%	8,5%	3,3%	9,6%
Administration publique	282	5147	1945	251	4701	1552	0,7%	25,9%	4,9%	0,7%	24,0%	4,4%
Enseignement	271	314	592	222	284	491	0,7%	1,6%	1,5%	0,6%	1,5%	1,4%
Santé humaine et action sociale	2286	3645	2673	1790	3243	2129	5,9%	18,4%	6,7%	5,2%	16,6%	6,1%
Arts, spectacles et activités récréatives	249	230	323	231	205	291	0,6%	1,2%	0,8%	0,7%	1,0%	0,8%
Autres activités de services	556	531	663	518	556	634	1,4%	2,7%	1,7%	1,5%	2,8%	1,8%
Activités des ménages en tant qu'employeurs	295	210	2740	297	257	2835	0,8%	1,1%	6,9%	0,9%	1,3%	8,1%
Activités extra-territoriales	121	41	174	113	42	170	0,3%	0,2%	0,4%	0,3%	0,2%	0,5%
Non-déterminés	460	102	817	141	35	244	1,2%	0,5%	2,1%	0,4%	0,2%	0,7%
Total	38764	19836	39731	34654	19554	35015	100%	100%	100%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 5 - (suite)

Secteurs d'activité (selon la nomenclature NACE Rev. 2)	Nombre de frontaliers dans l'emploi salarié (hors intérimaires) décembre 2014	Nombre de résidents luxembourgeois dans l'emploi salarié (hors intérimaires) décembre 2014	Nombre de résidents étrangers dans l'emploi salarié (hors intérimaires) décembre 2014	Nombre d'emplois salariés (hors intérimaires) par secteur décembre 2014	Structure des emplois salariés occupés (hors intérimaires) par des frontaliers selon le secteur d'activité	Structure des emplois salariés occupés (hors intérimaires) luxembourgeois selon le secteur d'activité	Structure des emplois salariés occupés (hors intérimaires) par des résidents étrangers selon le secteur d'activité
Agriculture, sylviculture et pêche	354	325	563	1242	0,2%	0,3%	0,5%
Industries extractives	124	56	66	246	0,1%	0,1%	0,1%
Industries manufacturières	19728	5212	6196	31136	12,3%	4,8%	5,9%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	259	981	120	1360	0,2%	0,9%	0,1%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	750	579	215	1544	0,5%	0,5%	0,2%
Construction	20466	3861	15289	39616	12,7%	3,6%	14,6%
Commerce, réparation d'automobiles et de motos	25067	9929	11484	46480	15,6%	9,2%	11,0%
Transport et entreposage	12694	6867	6289	25850	7,9%	6,4%	6,0%
Hébergement et restauration	6046	1768	9367	17181	3,8%	1,6%	8,9%
Information et communication	8929	4115	4053	17097	5,6%	3,8%	3,9%
Activités financières et d'assurance	21745	8868	12756	43369	13,5%	8,2%	12,2%
Activités immobilières	856	801	856	2513	0,5%	0,7%	0,8%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	16490	5131	9483	31104	10,3%	4,8%	9,1%
Activités de services administratifs et de soutien	8868	1785	7574	18227	5,5%	1,7%	7,2%
Administration publique	1743	37346	3948	43037	1,1%	34,7%	3,8%
Enseignement	1138	1184	1610	3932	0,7%	1,1%	1,5%
Santé humaine et action sociale	11524	15186	7121	33831	7,2%	14,1%	6,8%
Arts, spectacles et activités récréatives	669	730	592	1991	0,4%	0,7%	0,6%
Autres activités de services	1923	2022	1792	5737	1,2%	1,9%	1,7%
Activités des ménages en tant qu'employeurs	688	560	4563	5811	0,4%	0,5%	4,4%
Activités extra-territoriales	364	115	396	875	0,2%	0,1%	0,4%
Non-déterminés	253	80	385	718	0,2%	0,1%	0,4%
Total	160678	107501	104718	372897	100,0%	100,0%	100,0%

Note méthodologique

Définitions et méthodes

Les recrutements et les fins de contrat sont identifiés à partir des affiliations des individus auprès du système de sécurité sociale luxembourgeois.

Une personne absente des fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et présente dans les fichiers à la fin du mois $t+1$ est comptabilisée comme un recrutement.

Une personne présente dans les fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et absente des fichiers à la fin du mois $t+1$ est comptabilisée comme une fin de contrat.

Une personne présente dans les fichiers à la fin des deux mois mais ayant changé d'employeur entre ces deux mois est comptabilisée comme une fin de contrat (auprès de l'ancien employeur) et comme un recrutement (auprès du nouvel employeur).

Les changements d'emploi au sein d'un même employeur ne sont comptabilisés ni dans les recrutements, ni dans les fins de contrat.

La succession de contrats pour une même personne dans la même entreprise n'est pas comptabilisée. Ceci concerne également le travail intérimaire : une succession de plusieurs missions dans une même entreprise est considérée comme un seul contrat de travail et non pas comme une suite de plusieurs recrutements et plusieurs fins de contrat. Seules les occupations principales des personnes sont prises en considération. En cas d'occupations multiples, l'occupation principale est celle qui correspond au salaire le plus élevé.

Données

Les chiffres présentés dans ce tableau de bord sont issus du Centre Commun de la Sécurité Sociale. Les traitements sont réalisés par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS). Les données consolidées sont disponibles avec trois mois de retard.

Ce tableau de bord a été réalisé dans le cadre du Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi (RETEL).
L'IGSS remercie les membres du réseau pour leur participation.

Le RETEL constitue un observatoire de l'emploi regroupant les principaux producteurs et utilisateurs de données sur le marché du travail au Luxembourg. Il a pour objectif d'améliorer les connaissances par rapport à l'emploi et au chômage, ceci à travers de nouveaux indicateurs, de nouvelles études et l'organisation de conférences.

Vous pouvez consulter les tableaux de bord dans la rubrique "Faits et chiffres" du portail de l'emploi.

Pour nous contacter : exclusivement par email à l'adresse retel@mt.etat.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG